Juin 2010

Rapport public d'activité de l'ARCEP

2009

EDITORIAL	05
PREMIÈRE PARTIE : L'AUTORITÉ	10
CHAPITRE I Les missions et l'activité de l'Autorité	13
1. Les missions de l'Autorité : les grands principes de la régulation	13
2. L'activité de l'Autorité	14
2.1. Les indicateurs de performance	14
2.2. Les décisions et avis	15
2.3. Les consultations, études et rapports	16
2.4. Les autorisations ou déclarations d'opérateurs	17
2.5. Les règlements de différend	17
2.6. Les sanctions et mises en demeure	17
3. Le cadre juridique et ses évolutions	18
3.1. L'évolution du cadre juridique français	18
3.2. L'évolution du cadre juridique européen	20
CHAPITRE II L'organisation et le fonctionnement de l'Autorité	25
1. Le Collège	25
2. L'organisation et les moyens des services	26
2.1. L'organisation de l'ARCEP	26
2.2. Les moyens budgétaires	28
2.3. Les ressources humaines	28
2.4. Les prestations d'expertise externe	28
2.5. Les ressources documentaires	28
3. Le comité de prospective	28
4. Les autres organes consultatifs de l'ARCEP	29
4.1 Le comité des consommateurs	29
4.2 Le comité consultatif des communications électroniques	30
4.3 Le comité de l'interconnexion et de l'accès	30
4.4 Le groupe d'échange entre l'ARCEP, les collectivités territoriales et les opérateurs (GRACO)	30
5. Les chantiers de modernisation de l'ARCEP	31
CHAPITRE III La communication et l'information	33
1. Une charte graphique rénovée	33
2. Une large palette d'outils de communication	33
2.1. Les sites internet de l'Autorité	33
2.2. Les « cahiers de l'ARCEP »	36
3. Le colloque de l'ARCEP du 13 avril 2010 sur la neutralité des réseaux	37
4. Les projets	37
CHAPITRE IV Les relations avec les autres pouvoirs et acteurs publics	39
1. Les relations avec le Parlement	39
1.1. Les auditions	39
1.2. La remise de rapports	40
2. Les relations avec le Gouvernement	41
3. Les relations avec les collectivités territoriales	41
4. Les relations avec les juridictions, les autres autorités indépendantes et organismes publics	42
4.1. Les relations avec les juridictions	42
4.2. Les relations avec les autres autorités indépendantes et organismes publics	42
5. Les relations avec les instances communautaires et internationales	43
5.1. En Europe	43
5.2. Dans le monde	45

CHAPITRE V Les relations avec les acteurs économiques	47
1. Les opérateurs	47
1.1. Les opérateurs de communications électroniques	47
1.2. Les opérateurs postaux	50
2. Les consommateurs	50
2.1. Maintenir un rôle de proximité avec le consommateur	51
2.2. Améliorer la qualité de l'information nécessaire au consommateur	51
3. Les équipementiers	53
DEUXIÈME PARTIE : LES GRANDS CHANTIERS DE L'AUTORITÉ	55
CHAPITRE I Parachever la construction du marché de téléphonie mobile 3G	59
1. Le contexte	59
2. L'attribution des fréquences à un quatrième opérateur	60
3. L'attribution du reliquat des fréquences de la bande 2,1 GHz	61
CHAPITRE II Veiller à la bonne couverture de l'ensemble du territoire	63
1. Achever la couverture des zones blanches en haut débit fixe	63
2. Achever la couverture mobile 2G et 3G	64
2.1. La couverture 2G	64
2.2. La couverture 3G	68
3. Améliorer les services outre-mer	72
CHAPITRE III Favoriser la montée vers le très haut débit	75
1. Le haut et le très haut débit fixes	75
1.1. Le très haut débit	82
1.2. La montée en débit	82
2. Le très haut débit mobile	85
2.1. Le développement du très haut débit mobile	85
2.2. Les bandes 800 MHz et 2,6 GHz	86
2.3. La préparation de l'attribution des bandes 800 MHz et 2,6 GHz	86
CHAPITRE IV Faciliter la modernisation des activités postales	89
1. Développer la connaissance de la conjoncture et des marchés	89
1.1. Le marché du courrier en France	89
1.2. La veille internationale	91
1.3. La veille institutionnelle et la coopération	92
2. Assurer le financement et la qualité du service universel postal	93
2.1. Les tarifs postaux	94
2.2. Le dispositif de supervision de la qualité de service	95
2.3. L'envoi de petits objets : une écoute insuffisante des besoins des consommateurs	98
3. Créer les conditions du développement du secteur	98
3.1. Le développement des opérateurs alternatifs	98
3.2. Les outils de régulation tarifaire et comptable	100
3.3. La préparation du futur cadre réglementaire relatif au service universel postal	102

TROISIÈME PARTIE : LES AUTRES ACTIVITÉS DE L'AUTORITÉ	105
CHAPITRE I Le bon fonctionnement du service universel des communications électroniques	109
1. Le périmètre du service universel	109
1.1. Service universel et service public	109
1.2. Les prestations incluses dans le service universel	110
2. Les mécanismes concernant la mise en place et la gestion du service universel	110
2.1. Les prestataires	110
2.2. Le financement du service universel	111
3. Le rôle de l'Autorité en matière de service universel	111
3.1. L'évaluation du coût total du service universel	111
3.2. L'évolution du coût des différentes composantes du service universel	112
3.3. Le contrôle de la qualité de service	113
3.4. L'encadrement tarifaire	113
4. Les évolutions à venir	113
CHAPITRE II L'analyse des marchés	115
1. Les chiffres du marché des communications électroniques	115
1.1. L'activité des opérateurs	115
1.2. L'emploi et l'investissement	117
1.3. Les services offerts sur les réseaux fixes à haut débit	118
1.4. Le marché de gros du haut débit	119
1.5. Les services offerts sur les réseaux fixes à bas débit	119
1.6. Les services de capacité offerts sur les réseaux fixes	120
1.7. Les services offerts sur les réseaux mobiles	120
1.8. La conservation du numéro	121
1.9. Les indicateurs de consommations moyennes	122
1.10. Le taux d'équipement des ménages	123
2. Les analyses de marchés réalisées par l'ARCEP en 2009	123
2.1. Le marché du haut débit	123
2.2. Les marchés de la téléphonie mobile	125
2.3. Les services de diffusion audiovisuelle	128
2.4. Les services de capacité	129
2.5. La téléphonie fixe	130
3. Les analyses de marché en Europe en 2009	131
3.1. La liste des marchés pertinents devant faire l'objet d'une analyse par les régulateurs nationaux	131
3.2. Le bilan des analyses de marchés des ARN en Europe en 2009	132
CHAPITRE III La gestion des ressources rares	137
1. La gestion des fréquences	137
1.1. Les services mobiles par satellites en bande S	137
1.2. Les services fixe et fixe par satellite	138
1.3. Les réseaux mobiles professionnels (PMR)	138
2. La numérotation	139
2.1. Les missions de l'ARCEP	139
2.2. La situation en 2009	139
2.3. Les mesures prises en 2009	140